

Afrique du sud : ce que nous réserve l'après élection

Politique. Note d'Henri de Villeneuve* pour CAPafrique, avril 2009

Johannesburg, le 19 avril 2009

À la fin de ce mois plus de 20 millions de Sud-africains feront le geste désormais ordinaire d'aller voter pour désigner le parti victorieux des élections législatives, et en même temps, indirectement, le futur président pour les cinq prochaines années de la nation arc en ciel. Cette élection au sommet s'accompagnera également du renouvellement des assemblées provinciales ainsi que de leurs équipes dirigeantes.

Cette élection se déroule dans une configuration inédite, depuis sa première mouture démocratique en 1994, dans la mesure où elle fait suite à :

- la démission « obligée » du président Thabo Mbeki en septembre 2008 ;
- la création d'un nouveau parti politique – le COPE – crée par des figures éminentes de l'ANC ;
- le choix de Jacob Zuma comme président du parti alors que celui-ci a fait la « une » de la chronique judiciaire en relation avec des accusations principalement de corruption.

À ceci s'ajoute une crise économique, dont le pays commence à sentir les effets, pour l'essentiel liés à l'environnement international, après plus de huit ans de croissance soutenue.

Contrairement à beaucoup, je ne me hasarderai pas à essayer de prévoir le destin de l'Afrique du Sud dans les années qui viennent, mais peut être de fournir des clés qui permettront certains de deviner au fil des mois les évolutions possibles de ce pays à la lumière de son histoire et des circonstances décrites précédemment. À ce sujet, je crois essentiel, pour quelques observateurs patentés de cette région d'Afrique, de rappeler ce qui a pu être écrit quand Nelson Mandela a été élu en 1994, puis quand Thabo Mbeki lui a succédé en 1999 et enfin quand Jacob Zuma a été élu à Polokwane à la tête du plus vieux parti politique africain (1912) en décembre 2007. Il apparaît très clairement que l'histoire de l'Afrique du Sud et le comportement atypique de ses principaux acteurs ont déstabilisé les grilles de lecture traditionnelles des experts occidentaux, dont certains attendent avec impatience l'échec de cette nouvelle Afrique du Sud pour enfin constater que décidément ce continent est voué à l'échec. À mes yeux, rien n'est moins sûr.

Quelles sont d'abord les constantes de la vie politique et sociale sud africaine vingt ans après le démantèlement de l'apartheid ?

1 La place de l'ANC et son positionnement sur l'échiquier politique sud-africain

À l'instar de tous les mouvements révolutionnaires, l'ANC expérimente encore aujourd'hui un processus de changement de parti de révolution à un parti de gouvernement. Cette évolution n'est pas terminée et il n'est pas souhaitable qu'elle s'achève totalement alors que les mécanismes de transformation fondamentaux de la société sud-africaine ne sont pas encore en place, à savoir l'intégration de l'immense majorité de la population dans la vie économique du pays qui reste encore à réaliser .

Il est d'abord certain que les alliances scellées dans la lutte anti-apartheid et dans l'exercice du pouvoir depuis 1994 – avec le parti communiste sud africain (SACP) et les principaux syndicats regroupés au travers de la COSATU – constitueront encore la pierre angulaire du pouvoir si l'ANC gagne, comme cela est probable, les prochaines élections. Certains s'alarment de la dérive populiste à laquelle pourrait s'abandonner le futur gouvernement. Cette analyse est fondée sur le constat que les acquis économiques et sociaux n'ont pas suivi la prise de pouvoir politique par l'ANC. Les politiques de *black economic empowerment* (BEE) auraient d'abord enrichi une classe de « *happy few* », l'*affirmative action*, consistant à instaurer une préférence nationale à l'emploi. Le constat ne manque pas de certaines vérités en faveur des populations de couleur, et aurait encouragé en parallèle beaucoup de talents blancs à fuir le pays. Cerise sur le gâteau, la réforme agraire, sous forme de redistribution de terres, pourrait dégénérer en suivant le sinistre scénario zimbabwéen. En réalité l'observation des faits et des comportements des acteurs politiques doit conduire à une extrême prudence sous peine de contre sens dans l'analyse et la prévision.

Il faut aussi se rappeler que le choix d'une économie de marché avec une régulation forte et d'un modèle démocratique à l'occidentale (élections, existence de contre pouvoirs, principe d'« un homme, une voix ») a été fait par ces mêmes forces (ANC, SACP, COSATU) entre 1990 et 1994, avant l'élection de Nelson Mandela, dont le tropisme naturel les aurait poussé à mettre en place une société totalement administrée sous contrôle d'un seul parti, comme l'était l'Afrique du Sud entre 1948 et 1990 avec la prédominance du parti national (NP). Aujourd'hui, rien, aucun discours, aucune déclaration ne peut

permettre à quiconque de penser que cette vision pourrait être remise en cause à court et moyen terme. Ce revirement idéologique relativement exceptionnel en Afrique, et même ailleurs, a été rendu possible par l'extraordinaire pragmatisme des deux adversaires d'alors qui, partant d'horizons diamétralement opposés, ont compris que la culture du compromis était la seule possible. Il est à cet égard remarquable de constater que cette obligation du compromis a été assez rapidement prise en compte par les éléments les plus durs de la société afrikaner dès la fin des années 1970, même si celle-ci a cherché trop longtemps à conserver, par des différents biais sans avenir, une part importante du pouvoir. Ce consensus fondamental entre les ennemis de jadis existe toujours en Afrique du Sud. Si les menaces de faire éclater ce consensus existent toujours, 1994 n'est pas encore très éloigné. Il est également à remarquer la modération de la critique de l'*establishment* afrikaner à l'égard des équipes au pouvoir. Au niveau politique, il est certain qu'au quotidien les relations entre membres de cette triple alliance et les relations entre le parti au pouvoir et le gouvernement (Luthuli house versus Union Buildings) ne sont jamais faciles. Les débats sont houleux mais absolument nécessaires à l'émergence de solutions obligatoirement négociées. L'ancien président Mbeki, malgré ses qualités de « manager », en oubliant ces règles fondamentales, l'a payé très cher en perdant son poste. L'une des surprises du nouveau gouvernement pourrait venir de la création d'un ministère des minorités, qui devrait être le porte-parole en particulier de l'identité afrikaner.

2 La question de la répartition des richesses après plusieurs années de forte croissance économique

Il semble évident que la croissance soutenue de l'Afrique du Sud depuis 2002 a fait apparaître une nouvelle élite noire, étroite en termes de quantité. Il est tout aussi vrai qu'est apparue une classe moyenne, plus connue sous le nom de « *Black Diamond* », en milieu urbain. Cette nouvelle classe, pour l'essentiel travaillant dans le secteur privé, s'est dotée de biens de consommation financés pour beaucoup à crédit - le taux d'épargne étant relativement faible. Elle s'est constituée dans le sillage des politiques de BEE. La progression de ce phénomène a été ralentie par la crise que commence à apparaître l'économie sud africaine. À ce stade, il est nécessaire de différencier l'accès au capital des sociétés privées qui peut être freiné par le ralentissement de la création de *cash* ou le resserrement du crédit bancaire qui a permis de financer de telles opérations, de la « *salarisation* » progressive dans les secteurs industriels et des services des populations dites désavantagées. La lecture du programme de l'ANC fait apparaître l'emploi comme étant la priorité. Cet agenda n'est pas éloigné de celui des patrons du secteur privé, qui ont trop souffert ces dernières années du manque de ressources humaines, pour se permettre de se priver de ce capital humain quand la reprise sera au rendez vous. Sur cet enjeu à la fois politique, social et économique, l'attention des observateurs devra se porter sur l'éducation et la formation, ainsi que sur la manière dont la nouvelle administration gèrera ces deux secteurs. Sans en être certain, je ne suis pas sûr que la probable nouvelle équipe ne sera pas à même de mettre de l'eau dans son vin pour retenir les anciens talents en attendant la montée en puissance, qui sera encore longue, de la nouvelle expertise noire. De ce point de vue, l'éducation est l'enjeu majeur des années à venir.

La redistribution des terres occupe de manière permanente l'actualité et la proximité du Zimbabwe jette une ombre sur ce que pourrait être l'avenir de l'agriculture sud africaine, un des piliers de l'économie, et ses effets sur la relation entre communautés. Il faut ici avoir à l'esprit plusieurs données. Tout d'abord, la majorité de la population vit dans les villes et, à l'instar de ce que nous avons connu en Europe, très peu manifestent le goût d'y revenir. Le gouvernement a décidé de maintenir le système du « *willing buyer/buying seller* », à savoir encore donner la préférence à la négociation. Les premières opérations faites n'ont pas été probantes du point de vue de l'efficacité économique et personne ne souhaite mettre à risque la production agricole de ce pays en forçant d'une manière ou d'une autre la négociation. Le débat est tout autre. Il tourne autour de question extraordinairement basique dans le monde agricole entre le propriétaire et l'exploitant. Une fois le titre de propriété restitué à ses anciens propriétaires, comment l'exploitant peut-il rémunérer ceux-ci ? C'est exactement le même système qui a été appliqué dans le secteur minier et qui a permis à des groupes ethniques de jouer le rôle d'investisseurs puissants à la fois dans leur région et dans l'économie sud africaine. Si le pays n'est pas à l'abri ici et là de violences, toute assimilation à la situation qui a prévalu au Zimbabwe n'est absolument pas fondée.

3 L'ANC en mutation à l'image de la société sud-africaine

Pour revenir au politique *stricto sensu*, l'émergence tout d'abord du nouveau parti COPE, sous l'impulsion de deux anciens cadres importants de l'ANC, MM. Lekota et Shilowa, apparaît avec raison comme un début de scission de l'ANC. Les causes qui président à la création de ce parti sont naturellement liées à des problèmes de personnes. L'amertume de ne pas être dans la fraction du parti qui a soutenu Jacob Zuma pour certains, le début de l'usure de l'ANC comme seul parti apte à exercer le pouvoir pour d'autres. Le Cope est une machine électorale classique, destinée à faire émerger de nouveaux leaders. Le contenu programmatique est difficile à distinguer des autres partis. Il se contente pour l'instant de fournir une nouvelle caution *black* à l'aile libérale, occupée par l'Alliance démocratique (DA). Si je ne crois pas à la victoire de ce parti aux prochaines élections, il n'est pas impossible que les suivantes pourraient conduire à une alternance par un jeu d'alliance

à droite entre le COPE et l'opposition libérale (DA), dont il est assez proche en matière de politique économique. Et si cela devait arriver, ce serait l'aboutissement final du processus démocratique amorcé depuis 1994. Ces derniers avatars de la politique sont déjà le premier signe d'une digestion définitive de la période de l'apartheid et achèverait le cycle de transformation de l'ANC en parti politique ordinaire.

L'élection de Jacob Zuma pose également problème à un certain nombre d'observateurs, compte tenu de la saga juridique qui l'a accompagné ces dernières années, d'un comportement surprenant pour plus d'un dans sa vie personnelle très marquée par sa culture zoulou, et enfin le soutien de l'aile gauche du parti à l'occasion de sa nomination à la tête de celui-ci en décembre 2007. Sans revenir sur les longs procès dont il a été directement ou non la principale vedette, je retiendrai d'abord la prééminence du droit dans la vie sud africaine, ainsi que la liberté totale de la presse, qui sont déjà des garanties d'une vie démocratique sud africaine. Porter un jugement sur le caractère fondé ou non des accusations n'est pas de ma compétence. Mais il faut retenir que la manière de mener une action en justice et la forme que revêt toute procédure peut être fatale à celui qui porte une accusation, même si sur le fond des doutes sérieux sont permis. Les accusateurs ont fait l'erreur d'entacher leur démarche en voulant régler des comptes politiques et la volonté de trouver un bouc émissaire dans l'affaire de corruption, à l'occasion de l'achat massif d'armement par le gouvernement sud africain à la fin des années 1990. Le dossier est clos aujourd'hui, la qualité des résultats obtenus par la nouvelle équipe sera le seul moyen d'effacer le souvenir de cette affaire.

Il est enfin essentiel, au regard de l'équilibre de la société sud africaine, et en particulier de ses composantes régionales, qu'un représentant de la société zoulou puisse représenter le pays à son plus haut niveau. La nation zoulou a souvent eu propension à être animée par des tendances centrifuges. L'IFP (Inkathata) est le seul parti présent sur l'échiquier politique qui se définit comme un parti associé à une ethnie. La nomination de Jacob Zuma devrait permettre à cette composante la plus importante de la population sud africaine de se sentir définitivement arrimée à l'ensemble du pays. *A contrario*, son élimination de la course présidentielle aurait pu raviver les plaies encore fraîches de l'opposition violente entre l'IFP et l'ANC qui avaient ensanglanté le pays au début des années 1990.

4 L'arrivée de Jacob ZUMA au pouvoir : opportunité ou menace pour l'équilibre sociopolitique ?

Il est inopportun de penser le pouvoir du président de l'Afrique du Sud à l'image des présidences des démocraties occidentales. Si la personnalité de celui-ci peut influencer sur l'intensité des composantes des différentes politiques, l'exercice de ce pouvoir reste collectif. Vu d'Europe, la personnalité, le rôle de Nelson Mandela ont fait croire qu'à lui seul il avait pu être, à un moment de l'histoire de ce pays, l'homme sans qui rien de ce qui est arrivé n'aurait pu se passer. Cette analyse a été mise à mal par l'intéressé lui-même. La vie politique de Madhiba est intimement liée à celle de son parti. Chaque étape de sa vie politique a été marquée par l'obligation qu'il se faisait à lui-même, prisonnier ou non, de s'assurer que les orientations qu'il se fixait devaient être passées au tamis du collectif de l'ANC. Et si le charisme du personnage et son exemplarité ont permis l'existence de ce miracle sud africain, la dimension consensuelle est toujours extrêmement présente dans le processus de décision. Comme il l'a été dit précédemment, l'essentiel de l'échec de Thabo Mbeki, au fond, a reposé sur le souhait de celui-ci de s'affranchir de ces contraintes. La société sud africaine n'est pas encore assez « moderne », heureusement ou malheureusement pour elle, pour tenter l'expérience d'un pouvoir réellement présidentiel.

Jacob Zuma, peu connu à l'extérieur, est un animal politique hybride. Pétri de culture traditionnelle, d'origine modeste, il affiche naturellement et sans provocation son mode de vie. Au travers de la polygamie, il tente de créer des alliances entre les clans traditionnels et entre les factions politiques. Propriétaire de troupeaux de bétails, il répond aux critères du chef traditionnel. En Afrique du sud, le pouvoir au sommet doit être ancré dans la vie locale. Ancré justement dans son terroir, il sait d'où il vient, il n'a pas de problème d'identité, exactement comme Nelson Mandela qui, lui, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, est issu de clans traditionnels, de familles de sang royal khosa, programmées pour être les conseillers des princiers de la région du Transkei. Jacob Zuma est un autodidacte, n'a bénéficié ni de l'éducation de collèges réservés aux élites noires pendant l'apartheid, ni de bourses à l'étranger pendant la longue période de lutte (contrairement à Thabo Mbeki). Il bénéficie de l'aura de dix ans d'emprisonnement à Robben Island, qui aura été la seule université qu'il n'aura jamais fréquentée. Il est celui en qui tout un chacun peut se reconnaître.

Son expérience politique est diverse. Il a été pendant toutes ses années de maquis à la fois à l'intérieur du pays et à l'extérieur, Spécialiste du renseignement, il dirige l'organisation de l'ANC sur le terrain où il se crée une réputation d'homme courageux, dur, proche de ses hommes avec lesquels il partage tous les risques. Dès la liquidation l'ensemble des dispositifs de l'apartheid en 1990, il joue un rôle clé pour dénouer le conflit sanglant entre l'IFP et l'ANC. Il revient sur la scène politique en 1999 comme vice-président, choisi par consensus, et le sentiment de Thabo Mbeki qu'il ne pouvait constituer une menace politique.

À partir de ces éléments, il paraît aléatoire de deviner ce que sera la trajectoire du nouveau président, ce qui est loin de plaire aux observateurs de tout acabit. On peut néanmoins entrevoir quelques pistes :

- *Un renforcement du processus collectif*, associant les différents partenaires au pouvoir, qui correspond au profil du personnage, qui écoute, reçoit, retient et se livre peu sur le fond. Cela peut à la fois être un frein aux réformes constantes dont il faut maintenir le rythme pour parachever la transformation sociale du pays sans modifier le fonctionnement économique. Mais ce processus permet, dans ce pays où la violence a été un des moteurs de son histoire, de s'assurer que chacune des composantes du corps social accepte les compromis.
- *Un recentrage sur la politique intérieure*. À la différence de son prédécesseur, il sera naturellement plus tourné vers les problèmes de son pays, rêvant moins que Thabo Mbeki, à tort ou à raison, du rôle de l'Afrique du Sud dans le monde.
- *L'assurance du maintien du pragmatisme*. Jacob Zuma n'étant en aucun cas un idéologue, comme on cherche parfois à le faire croire, il y a de fortes chances que l'Afrique du Sud soit préservée de toute dérive idéologique.

5 Les grands dzfis des annZes à venir

Si j'étais un observateur professionnel de la vie politique sud-africaine, je m'attacherais à observer les évolutions spécifiques dans les domaines suivants, en ne tenant pas compte pour l'instant des contraintes économiques liées à la crise mondiale, dont l'Afrique du sud n'a pas la maîtrise :

- *La sécurité* : la violence est un mal endémique de la société sud africaine qui pervertit son image, diminue son attrait pour les investisseurs et menace le tissu social. Je ne suis pas sûr qu'elle est augmentée, mais plus certain qu'elle s'est déplacée dans l'espace et qu'elle maîtrise des soubresauts entre accalmie et éruption. Pour être lucide, c'est une des composantes du mode opératoire sud africain, liée à son histoire. Que pourra faire la nouvelle équipe dans ce domaine ? Les observateurs estiment qu'un gros effort sera fait sur la police et le renseignement, le niveau des sanctions sera plus élevé. Il n'est pas exclu d'assister à un retour partiel de l'expertise sud afrikaner dans ce domaine. L'échéance de la Coupe du monde approche et les inquiétudes à ce sujet commencent à diminuer. Est-ce que ce sera suffisant ? Non, car le chômage important demeure une cause sérieuse de la permanence de cette violence. Il faudra donc observer les éventuelles politiques qui doivent nécessairement être mises en place pour préserver le pays des conséquences de la crise, en particulier dans le secteur minier. Les dépenses d'infrastructures, budgétées depuis longtemps, devraient être également un amortisseur de la crise.
- *Les secteurs économiques prioritaires* : la reprise asiatique sera déterminante pour la remontée des cours des principaux minerais et la reprise des investissements, qui ont chuté lourdement ces derniers mois. Pour faire face à cette chute, il est probable que la priorité sera d'abord de freiner les activités minières des compagnies sud africaines en dehors du territoire national, en particulier dans le reste de l'Afrique. Au plan agricole, le prix des principaux produits s'est maintenu et on voit mal dans ce contexte général une tentative du pouvoir d'accélérer une réforme agraire toujours en cours qui déstabiliserait un des piliers essentiels de l'économie du pays. Le secteur des services reste consistant, en particulier le secteur bancaire qui n'a quasiment pas été affecté par la crise actuelle qui a ravagé ce secteur. Rien ne permet de penser que l'indépendance de la Banque centrale sera affectée et il est fort probable que Trevor Manuel, une des icônes de l'*establishment* économique mondial, fera partie de la nouvelle équipe. On observera avec attention la manière dont le gouvernement devra adapter les politiques de BEE et d'*affirmative action* en fonction de ce nouvel environnement. Mais là aussi, surprise, aucune déclaration « gauchisante » n'a pas pu être relevée, les débats étant essentiellement centrés sur le niveau des salaires et le maintien de l'emploi.
- *La justice* : c'est un des soucis paradoxalement important dans le débat actuel, à l'orée de l'arrivée de la nouvelle équipe. La fin de la procédure judiciaire a amené le futur président à faire des déclarations à la fois intempestives et inappropriées sur le rôle de la Cour suprême. Ces déclarations ont enflammé l'ensemble des professions juridiques dans un pays où le droit est un des piliers de la société et où la nouvelle constitution élaborée en 1994 fait figure de tables des dix commandements. Jacob Zuma est prévenu, la moindre tentative de modifier un tant soit peu les règles de droit pourra se payer d'un effet boomerang dévastateur pour sa présidence. Mon sentiment, à ce sujet, est que Jacob Zuma s'est, au travers de ses déclarations, libéré du poids pesait sur sa conscience après des années de procédure harassante.

6 Conclusion

Il reste encore beaucoup à faire en Afrique du Sud : santé, éducation, logement social, Sida, etc. La révolution originale que connaît ce pays depuis 1994 mettra du temps à produire les fruits qu'attendent la population. Cette attente se prolongera largement au delà du premier mandat de Jacob Zuma.

La question essentielle est la suivante : *le contrat passé en 1994 est-il en voie d'être rompu ?*

Ma réponse est définitivement non. Encore aujourd'hui, chacun est conscient d'où le pays vient. Cette conscience collective ne pourra éviter les conflits sociaux, la violence, qui sont en permanence présents dans toutes les sociétés modernes. Ce qui est unique en Afrique du Sud, c'est ce modèle si spécifique qui embrasse des communautés si différentes sur un continent où les rivalités entre population de même couleur engendrent souvent tant de drames.

Ici se joue une partie de ce que seront dans le monde de demain le *modus vivendi* de la cohabitation entre des cultures différentes. ■

* **Henri de Villeneuve**, entrepreneur, dirige Cobasa, un fonds d'investissement basZ à Johannesburg.